



Le transport ferroviaire public :

UN BIEN COMMUN DE LA NATION

Depuis l'adoption des ordonnances sur le pacte ferroviaire par le gouvernement, les dirigeants de la SNCF n'ont rien à envier aux patrons du CAC 40 pour assouvir leur soif de business.

Force est de constater que le Gouvernement et ses soutiens qui promettaient de mettre en œuvre une réforme pour améliorer les trains du quotidien ont menti à la population, au regard des perspectives qui se profilent autour du service public SNCF. Notamment avec des réorganisations visant à réduire aussi bien la qualité du service dû aux usagers que la sécurité des circulations.

La concurrence est présentée comme un remède inévitable par nos adversaires, **en réalité c'est une arnaque...** Aucun bilan partagé n'a été sérieusement tiré des libéralisations/privatisations des services

publics ferroviaires ou autres. Les usagers, la population payent-ils moins chers aujourd'hui ce qui est indispensable pour vivre dignement ? Quels bilans des «délégations de Service Publics» ? De la privatisation des autoroutes ou des Partenariats Publics Privés ?

Il y a donc urgence à agir, à joindre la parole aux actes.

Des pans entiers du Service Public ferroviaire sur le territoire Auvergne Rhône Alpes sont appelés à disparaître sans l'intervention des cheminots, des salariés, des usagers et plus largement des citoyens.

☹ Triste bilan de la politique régionale

La politique du gouvernement, orchestrée par la direction SNCF, est aggravée sur la région AURA avec la convention TER votée par le Conseil régional, qui se traduit par une diminution de l'offre et des services rendus aux usagers : fermetures de gares, de guichets, de lignes, suppression de trains, des contrôleurs à bord et de la présence cheminote dans les emprises ferroviaires, usagers livrés à eux-mêmes en gare et à bords des trains, sécurité dégradée...

en Auvergne :

- * Suppression de 23 points de vente SNCF depuis 1 an
- * Suppression de 100 dessertes Ter en 6 ans
- * Une ligne fermée aux voyageurs
- * Suppression des agents des gares assurant le départ des trains (ultime boucle de rattrapage pour assurer la sécurité des circulations comme des personnes !)

en Rhône-Alpes :

- * Suppression de nombreuses gares ouvertes aux usagers : Montrond les Bains, Le Coteau, Meximieux, Montluel, Oullins, St Priest, St Rambert d'Albon et St Vallier.
- * Réduction des amplitudes horaires de grandes gares comme Lyon Perache, Valence Ville et St Etienne et de gares plus modestes.
- * Suppression des agents des gares assurant le départ des trains (ultime boucle de rattrapage pour assurer la sécurité des circulations comme des personnes !)

sur la région Alpes :

- * Fermeture des points de vente de Saint Avre, Saint Michel, Rives, Moirans, Brignoud, Goncelin, Bonneville, et réduction des services dans de nombreuses gares dont Chambéry, Grenoble, Bellegarde, Annecy, Vallée de l'Arve.
- * Réduction de la desserte entre Chambéry et Saint André le Gaz.
- * Menace de fermeture de la ligne Grenoble-Veynes.

On comprend mieux pourquoi le président de la région AURA a décidé de supprimer les comités de lignes dans lesquels tous les acteurs du ferroviaire, dont les cheminots et les usagers, étaient représentés pour exprimer leurs besoins.



Région Auvergne Rhône-Alpes CGT

112 rue Ney - 69003 LYON - 04 72 60 53 13
contact@cgt-aura.org site : www.cgt-aura.org

Juin 2019

☺ **La relance du FRET ferroviaire SNCF** **en Auvergne Rhône-Alpes: une pertinence évidente !**

L'abandon par la SNCF de dessertes ferroviaires voyageurs dans les territoires et la contraction du Fret posent nécessairement la question du Service Public répondant aux besoins des populations et interrogent sur la volonté du pouvoir politique d'assurer la transition écologique.

Il y a également urgence à réduire la pollution de l'air, à désengorger le réseau routier saturé et lutter contre le réchauffement climatique.

En moyenne, un trajet en train émet environ 20 à 25 fois moins de Co² qu'un trajet en voiture.

Le report modal du système routier vers le ferroviaire ne peut plus attendre, il permet de réduire sensiblement l'empreinte carbone. Ce report consiste à limiter l'utilisation de la voiture et le transport routier pour le transférer sur le réseau ferré.

Alors que nous disposons du deuxième réseau ferré européen derrière l'Allemagne avec 28.364 km de voies ferrées, alors que l'ensemble du secteur des transports pèse 347,8 milliards de tonnes-kilomètres, soit 30% des émissions de gaz à effet de serre, comment expliquer dans un pays soi-disant progressiste que 88,5% des marchandises en France soient transportées sur la route...

La libéralisation du FRET a prouvé son inefficacité avec une part modale passée de 30% à 10%, ceci avec la complicité de gouvernements successifs et l'acharnement de technocrates européens ! Les annonces de filialisation de FRET SNCF et la trajectoire de la LOM pèseront encore un peu plus sur le retrait du ferroviaire.

Auvergne Rhône-Alpes est une région à la fois industrielle et agricole. Ces deux activités économiques génèrent des flux importants ; pourtant, c'est encore le poids-lourd qui règne en maître.

L'industrie régionale a de multiples facettes : industrie chimique (vallée du Rhône), constructions mécaniques, construction (bâtiment), Agroalimentaire, les produits de grande consommation (PGC)

Ces activités-là génèrent de gros tonnages que ce soit à l'import ou à l'export. Malheureusement, les moyens de transport écologiques comme la voie fluviale et le rail ne sont que peu utilisés.

Pourtant, la pertinence du Frêt ferroviaire, n'est plus à démontrer, économiquement viable, écologiquement respectueux, des choix politiques forts doivent être pris rapidement.

IMPOSONS-LES COLLECTIVEMENT !

**USAGERS, SALARIES ET CHEMINOTS
INTERPELLERONT ENSEMBLE, LE 28 JUIN,
LES ELUS REGIONAUX
SUR LEURS POLITIQUES !**

Un préavis de GRÈVE
couvrira la journée
du 28 Juin 2019
pour les Cheminots

**Rassemblement gare de Perrache à 10H
puis manifestation jusqu'au Conseil régional**



Région Auvergne Rhône-Alpes CGT
112 rue Ney - 69003 LYON - 04 72 60 53 13
contact@cgt-aura.org site : www.cgt-aura.org

Juin 2019

Au sortir
de la lutte
des cheminots
du printemps
2018, nous écrivions
que rien n'était fini
et que tout restait à
faire.

Le service public
ferroviaire, parce
qu'il répond à
l'intérêt général,
n'est pas une
activité comme
les autres.

